

Introduction

Aujourd'hui comme hier, la pensée de droite est diverse et changeante. Cela tient à différentes causes, dont la première se trouve dans l'histoire. À l'origine du grand partage entre la gauche et la droite, il y a plusieurs oppositions qui se suivent dans le temps : au XVIII^e siècle, entre les adeptes des Lumières et les défenseurs de la tradition ; au début du XIX^e siècle, entre les partisans et les adversaires de la Révolution ; un peu plus tard, entre le parti du mouvement et celui de la résistance ou de l'ordre. Puis, c'est la question du régime politique qui devient l'enjeu majeur de la confrontation, avant que ne fassent irruption les hommes du Second Empire. Mais si nous considérons le second terme de chacune de ces paires – les traditionalistes, les adversaires de la Révolution, le parti de la résistance et celui de l'ordre, les monarchistes –, nous constatons aussitôt qu'ils se divisent eux-mêmes en plusieurs tendances. Qu'il me suffise ici de rappeler la célèbre triade de René Rémond : légitimisme, orléanisme, bonapartisme¹ ; selon Rémond, ces tendances se succèdent sur le devant de la scène, mais la suprématie momentanée de l'une n'entraîne pas

1. René Rémond, *La Droite en France*, Paris, Aubier, 1963.

la disparition des autres, et aujourd'hui encore, sous des noms différents, on retrouve au sein de la droite les héritiers de chacune d'elles. À chacune correspondent une vision du monde et de l'histoire, une image de la société, une conception de l'action politique particulières.

À la multiplicité des tendances politiques, il faut ajouter celle des courants intellectuels, qui ne la recouvre pas exactement, et qui introduit un degré supplémentaire de complexité. Parmi ces courants, voici au premier rang l'individualisme libéral, illustré par les grands noms de Benjamin Constant, de Royer-Collard, de Guizot et de Tocqueville. Son histoire est bien connue et je me contenterai de renvoyer le lecteur aux travaux de Catherine Audard, de Louis Dumont, de Pierre Manent ou de Pierre Rosanvallon. Je voudrais simplement m'élever contre l'idée aujourd'hui largement reçue qui fait de l'individualisme libéral la doctrine privilégiée et pour ainsi dire officielle de la droite : en réalité, il n'a jamais eu le champ entièrement libre; en regard des penseurs que je viens d'énumérer, il faut évoquer les figures de Joseph de Maistre, de Bonald, de Comte, de Renan, de Taine, de Barrès, qui ont défendu de tout autres idées, et dont l'audience et l'influence n'ont pas été moindres. Plus près de nous, entre 1900 et 1940, l'Action française est apparue comme une candidate sérieuse à la suprématie. Du coup, aucune des « écoles » citées ne peut prétendre représenter à elle seule la pensée de droite; entre elles se sont noués des rapports difficiles, qui ont conduit à des concessions réciproques et à des équilibres plus ou moins stables, sans jamais faire disparaître les tensions; s'il existe quelque chose comme une pensée de droite, elle n'est donc rien d'autre que le

conglomérat confus produit par ce processus de confrontation et d'ajustement.

Un troisième facteur de diversité provient du fait qu'à l'opposé des sociétés qui l'ont précédée, la société capitaliste se singularise par l'autonomie de la sphère économique. Dans les formations antérieures, l'économie était – pour reprendre l'expression de Karl Polanyi – « encastree » (*embedded*) dans la société, et elle obéissait à des lois – politiques, morales, religieuses – qui lui étaient imposées par celle-ci¹. Dans la société capitaliste, au contraire, l'économie s'est affranchie de toute tutelle extérieure et se fixe elle-même ses propres lois; cette autonomie « régionale » suscite l'apparition d'une réflexion spécialisée qui, elle aussi, s'exprime à travers des courants de pensée variés et souvent rivaux. Ainsi on voit surgir des versions économiques du libéralisme qui ne se confondent pas avec ses versions politiques et sociales, et l'hétérogénéité du champ intellectuel en est accrue d'autant.

En quatrième lieu, Marx pose dans *L'Idéologie allemande* qu'une classe sociale ne peut accéder à la domination que si elle parvient à présenter ses propres intérêts comme ceux de la société tout entière². Or cette opération n'est pas simplement affaire de communication ou de propagande. Elle implique que soient consentis toute une série d'infléchissements et de compromis,

1. Karl Polanyi, *Aristotle Discovers the Economy*, dans Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg, Harry W. Pearson, *Trade and Market in the Early Empires*, New York, The Free Press, 1957, p. 71.

2. Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, dans *Œuvres*, t. III, *Philosophie*, tr. fr. M. Rubel, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1982, p. 1064.

afin de rendre plausible aux yeux de tous l'identification des intérêts particuliers de la classe dirigeante avec l'intérêt général. Mais du même coup surgissent la possibilité et l'exigence d'une sorte de division du travail entre les intellectuels liés à cette classe : aux uns d'énoncer ses aspirations spécifiques, aux autres d'œuvrer à son hégémonie, en construisant et en entretenant le consensus de l'ensemble de la société autour de leurs idées. La droite a longuement gouverné notre pays : il n'est donc pas difficile de repérer en son sein l'existence de ces deux catégories.

Enfin, dans l'accomplissement de sa tâche – la défense et illustration des positions de la droite –, la pensée de droite doit faire face à toutes sortes d'interlocuteurs différents. C'est que l'adversaire lui-même est hétérogène : il a toujours été formé de composantes distinctes, souvent hostiles les unes aux autres : radicaux de toute obédience, anarchistes, socialistes, communistes, etc. On ne combat pas les uns de la même manière que les autres, et la pensée de droite s'est efforcée d'élaborer en chaque cas des ripostes adaptées.

Pour remplir toutes ses « missions », la pensée de droite doit donc faire preuve d'une extrême flexibilité, mais elle y parvient d'autant mieux que, dans la pratique, ses thèses n'ont pas besoin d'être cohérentes, ni même compatibles entre elles ; en effet, elle n'est jamais obligée de les présenter toutes ensemble, jamais contrainte de se manifester en système. Elle peut donc dire blanc aux uns et noir aux autres : dans les faits, le rapprochement n'est jamais opéré qui mettrait la contradiction en évidence. Bien entendu, cette situation avantageuse n'est pas l'apanage de la pensée de droite : toutes les idéologies en bénéficient.

Faut-il alors se résigner à regarder la pensée de droite comme un objet insaisissable? Y a-t-il irréductiblement plusieurs droites dont la confluence ne serait qu'accidentelle? Un indice nous met en garde contre une telle interprétation : les diverses fractions entre lesquelles la droite et ses penseurs se sont de tout temps répartis ont presque toujours su s'entendre aussitôt que la menace de l'adversaire devenait vraiment sérieuse; dans les quelques occasions historiques où la division s'est révélée insurmontable, la cassure a aussi traversé l'autre camp. Au reste, René Rémond, avocat résolu de la pluralité des droites, n'en donne pas moins pour titre à son livre *La Droite en France*. Puis-je dire qu'ici l'anthropologue n'est pas pris au dépourvu, lorsqu'il lui est arrivé de travailler dans des sociétés dites « segmentaires » : elles sont composées de lignages regroupés dans des clans; au sein d'un même clan, les lignages peuvent s'affronter parfois très durement, mais ils « font bloc » dès qu'un autre clan se présente. C'est à une logique semblable qu'obéit la pensée de droite. Quelles sont alors les conditions de l'unité retrouvée?

Au-delà d'une diversité que chacun peut observer, il me semble possible – telle est l'hypothèse du présent livre – d'identifier un socle commun, un corps d'axiomes qui, sans former une doctrine unique, permettent aux penseurs de droite d'appréhender les faits au travers des mêmes catégories, et de les apprécier au regard des mêmes valeurs. Ces axiomes opèrent de la même façon que les principes de la stratégie tels que les conçoit Clausewitz¹ :

1. Cf. Emmanuel Terray, *Clausewitz*, Paris, Fayard, 1999, p. 149-152.

pour celui-ci, un principe est une maxime générale, mais non universelle, qui ne s'applique que de façon conditionnelle si les circonstances adéquates sont réunies. En présence d'une conjoncture quelconque, il appartient donc au jugement de chacun de vérifier si les conditions sont remplies et si le principe est pertinent. Dans la pratique, le principe ne dicte aucune solution, mais il rappelle les questions qui doivent être posées afin d'en trouver une. Autre comparaison : les axiomes introduisent un lexique ; certains des mots répertoriés dans celui-ci peuvent avoir plusieurs sens ; et les penseurs de droite utilisent le vocabulaire ainsi rassemblé pour former des phrases différentes ; mais par-delà ces équivoques et ces différences, c'est un même langage qui est parlé. C'est à la confection d'un tel lexique que je voudrais contribuer : à mes lecteurs, et en particulier à mes lecteurs de droite, juges privilégiés en l'occurrence, de me dire si j'ai réussi.

Un dernier mot : dans les pages qui suivent, je n'ai accordé qu'une place très réduite aux doctrines économiques de la droite et à l'influence des intérêts sur les idées. Sur les premières, j'ai gardé le silence prudent de l'incompétence ; quant au rôle des intérêts, je ne songe pas à le nier, mais je pense qu'il a été souvent mésestimé ; plus précisément, il nous est arrivé trop fréquemment de regarder les idées comme le simple masque des intérêts. Or leurs relations sont autrement complexes. Les idées ont leur cohérence et leur consistance propres ; il faut donc les prendre au sérieux et les examiner pour elles-mêmes. Ici les réflexions d'Albert Thibaudet rejoignent curieusement les célèbres thèses d'Antonio Gramsci sur l'hégémonie : « La politique est un ordre autonome, elle ne sert pas de rallonge ou de

complément à l'économique¹ ». « Rien à faire, ajoutez-il, pour un parti qui met sur son drapeau : intérêts². » Ailleurs, il précise que « les idées consistent à systématiser les intérêts et à les placer dans un ordre général humain³ ». Autrement dit, entre les convictions et les intérêts, le rapport n'est pas de subordination, mais de coalition ou de convergence ; des idées qui exercent leur hégémonie sur plusieurs classes ne peuvent pas être l'expression directe des intérêts particuliers d'une seule d'entre elles, fût-elle dominante ; les penseurs qui travaillent à cette hégémonie doivent donner à leurs propos un caractère général. Enfin, beaucoup de leurs arguments visent à défendre l'ordre établi en tant que tel ; ils sont donc relativement indifférents à son contenu du moment.

Au reste, même à m'en tenir aux limites chronologiques que je me suis fixées – de la Révolution française à nos jours –, il me faut bien constater que la pensée de droite a commencé bien avant le capitalisme ; à l'origine au moins, elle n'en est ni le produit ni le reflet, même si le mouvement du monde l'a ensuite amenée à le prendre en compte. Quant à l'avenir, du fait tant des sentiments qui l'inspirent que des passions qu'elle mobilise, je ne doute pas qu'elle survivra indéfiniment à notre monde d'aujourd'hui ; à dire vrai, je crois même qu'elle durera aussi longtemps que l'espèce humaine.

1. Albert Thibaudet, *La République des professeurs*, Paris, Hachette, 2006, p. 98.

2. *Ibid.*, p. 146.

3. *Id.*, *Les Idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932, p. 181.